

**Petit-déjeuner débat de l'ICOSI animé par
Jean-Michel REYNAUD et Denis STOKKINK :
« La crise bancaire et la régulation financière »
Lundi 30 mars 2009 - OCIRP, Paris**

L'ICOSI organise le lundi 30 mars 2009 son premier petit-déjeuner débat de l'année.

Rendez-vous instauré depuis 2007 dans les activités de l'ICOSI, de nouvelles rencontres vous seront proposées en 2009.

Jean-Michel REYNAUD, Président de la Section des Finances du Conseil Economique, Social et Environnemental viendra présenter l'avis de la section sur : « La crise bancaire et la régulation financière ».

Denis STOKKINK, Président du *Think tank* européen Pour la Solidarité apportera son éclairage sur les conséquences sociales de la crise en Europe.

La crise bancaire et financière de 2008-2009 suscite, par son ampleur et ses conséquences économiques et sociales, de multiples réactions, questions et inquiétudes dans l'opinion publique sur l'organisation et la solidité des systèmes financiers nationaux, européen et mondial. Le 21 octobre 2008, le Bureau du Conseil Economique, Social et Environnemental avait confié à la Section des Finances la préparation d'un projet d'avis sur ce thème. La section a désigné Mme Monique BOURVEN et M. Yves ZEHR comme rapporteurs.

Le CESE constate que cette crise aura des impacts forts sur la société civile dans son

ensemble. Il estime utile de faire œuvre de pédagogie en mettant en exergue les facteurs explicatifs de cette crise et les objectifs à rechercher pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Cet avis du Conseil a pour objectif, après avoir synthétisé la chronologie de cette crise, de recenser et d'expliquer les principales causes des dysfonctionnements (en particulier en matière de risques et de comportements) qui ont conduit à la situation décrite ci-dessus. Dans une deuxième partie, il propose une analyse des mesures prises ou à prendre pour que soient mieux connus et mieux maîtrisés les risques du système bancaire et financier mondial.

Ce petit-déjeuner débat est ouvert à tous. Il se tiendra le lundi 30 mars de 8h30 à 10h30 à l'OCIRP qui nous fait le plaisir de nous recevoir (10 rue Cambacérès - 75008 Paris).

Le bulletin d'inscription est téléchargeable sur le site web de l'ICOSI, rubrique « Les Rencontres ».

A noter que l'ICOSI se réunira en Conseil d'Administration à la suite de ce rendez-vous, pour notamment revenir sur les projets 2008 et aborder les activités 2009 de l'Institut.



L'ICOSI reçoit des représentants du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes du Maroc Du 17 au 21 février 2009, Paris

Depuis le début de l'année, l'ICOSI a entamé une nouvelle coopération avec le Ministère de l'Agriculture et des Pêches maritimes du Royaume du Maroc.

Une mission de travail de représentants marocains a été préparée et proposée du 17 au 21 février par Arnaud BREUIL, Directeur, et Jean-Michel REYNAUD, Président délégué de l'ICOSI.

La délégation marocaine était composée de Ahmed EL KOUHEN, Chef de la Division de la formation continue et de la Promotion socio-professionnelle du Département des pêches maritimes, et Abdellah EL ASRI, Chef de la Cellule centrale de vulgarisation pêches maritimes et des programmes d'encadrement des pêcheurs.

Les représentants marocains ont tout d'abord été reçus au Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux par Etienne FERLIN, Dominique DEFRANCE et Sophie VILLERS, Ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts.

Ils leur ont présenté les grandes lignes du secteur de la pêche maritime en France, et notamment le rôle économique de l'amont de la filière à travers les organisations de producteurs.

Par la suite, la délégation a été invitée à visiter une coopérative de pêche par

Dominique ADAM, Directeur des coopératives de la Turballe et de Pornic, ainsi que par Philippe MERABET, Président de la Coopération maritime.

Enfin, la délégation a été reçue par Jean-Christophe ROUBIN, Conseiller technique pêche et aquaculture auprès de Michel BARNIER, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche.

Lors de cette visite d'étude, l'ICOSI a réaffirmé son engagement et son soutien auprès du Ministère marocain pour l'organisation, les 12 et 13 novembre prochains à Tanger, de la rencontre euro-méditerranéenne des coopératives de pêche.

Cette manifestation importante aura pour objectif de créer un réseau euro-méditerranéen afin qu'elles deviennent un réel levier de développement socio-économique de la Région.

Afin de préparer ce rendez-vous, l'ICOSI se rendra la semaine du 17 au 20 mars au Maroc pour rencontrer à nouveau les responsables du Ministère et signer le mémorandum d'entente.

Etude de l'INSEE : Synthèse des données statistiques harmonisées de l'économie sociale :

« L'économie sociale emploie 1 salarié sur 10 en 2006 »

Comme sa prise en compte dans les nomenclatures habituelles n'est pas naturelle, l'INSEE a souhaité stabiliser le périmètre de l'économie sociale, de manière à permettre une exploration statistique.

Ce périmètre a été discuté et validé conjointement par la DIIESES (Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale) et le CNCRES (Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale), partenaires parmi d'autres de l'Insee sur ce sujet.

Le champ de l'économie sociale est construit à partir d'une liste de catégories juridiques, puis de l'exclusion de certaines activités réputées hors champ. Les structures de l'économie sociale ainsi définies sont ensuite réparties en 4 familles : coopératives, mutuelles, associations et fondations.

De façon plus marquée que dans d'autres sphères, l'économie sociale est composée d'entités dont le champ d'action est essentiellement local. Dans un contexte de développement des emplois de services de proximité, notamment dans les secteurs du social et de la santé, l'économie sociale joue ainsi un rôle important dans l'économie locale d'un territoire.

Pour répondre à la demande de données de cadrage, des tableaux régionaux, bâtis sur le périmètre de l'économie sociale, proposent une description sous deux angles :

* Le nombre d'établissements employeurs de la région, dans ou hors économie sociale (établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année, hors agriculture-sylviculture-pêche) ;

* Le poids de l'emploi salarié de l'économie sociale par rapport à l'emploi salarié total de la zone (hors agriculture-sylviculture-pêche) : emplois, salaires, caractérisation de l'emploi par le sexe, la catégorie sociale.

L'INSEE publie alors une synthèse (*INSEE Première*, n°1224, Février 2009) de ces données statistiques harmonisées de l'économie sociale mises en ligne depuis le mois d'août 2008.

Ce document est accessible sur le site de l'INSEE :

www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=1

Les tableaux détaillés sont aussi disponibles sur le site :

www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale®_id=99

Information :

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
Guillaume GAUDRON, Pôle études économiques régionales
18, Boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Site web : www.insee.fr

Conférence d'Europe et Entreprises autour du livre : « Il faut sauver le citoyen européen ! », Par Henri MALOSSE et Bruno VEVER Mercredi 18 mars 2009, Maison de l'Europe de Paris

« Il faut sauver le citoyen européen ! ». C'est le titre d'un ouvrage sous la double signature de Henri MALOSSE, Président du Groupe des Employeurs au Comité Economique et Social Européen (CESE) - s'exprimant ici à titre personnel, - et de Bruno VEVER, membre du CESE et consultant spécialisé dans le monde des entreprises.

A l'aube des élections européennes, Europe et Entreprise, en collaboration avec la Maison de l'Europe de Paris, propose une excellente occasion de débattre.

En présence de Bruno VEVER et de Catherine LALUMIERE (Président de la Maison de l'Europe) un débat autour des propositions du livre sera organisé.

Que se passe-t-il en Europe ? Après les échecs successifs des référendums en France et aux Pays Bas en 2005 et en 2008 en Irlande, la construction européenne ne serait elle plus populaire ? Pourquoi le fossé se creuse-t-il ainsi avec les citoyens ? Bruno VEVER et Henri MALOSSE, fins connaisseurs des questions européennes, préconisent un « plan C » pour rendre l'Europe aux citoyens, qui restent aujourd'hui les grands oubliés dans les débats de l'UE.

A la fin de l'ouvrage, les auteurs font un certain nombre de propositions concrètes pour sortir de l'Europe du marasme.

La première consiste à faire adopter un « Code de bonne conduite » des Institutions européennes en matière de transparence et de consultation réelle des acteurs économiques et sociales et de la société civile ;

La seconde de mettre en œuvre une « Feuille de route » pour l'Europe des citoyens avec des projets très concrets.

Dotée d'un Code de conduite et d'une feuille de route, l'Union européenne ferait un pas de géant. Mais qui va pouvoir proposer de telles initiatives ? Un thème central qui pourra notamment être débattu lors de cette rencontre.

Ce rendez-vous se tiendra :

Le mercredi 18 mars 2009 à 19h
A la Maison de l'Europe de Paris
35-37 rue des Francs-Bourgeois - 75004
Paris

Information / Inscription :

Europe et Entreprises
BIPE Immeuble le Vivaldi
11, rue René Jacques
92138 Issy-les-Moulineaux cedex
Tel : 01 70 37 23 23 - Fax : 01 70 37 23 00
E-mail : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Site web : www.europe-entreprises.com

Rencontre autour du Rapport du BIPE : « Visions à 30 ans d'une France engagée dans le développement durable » Mercredi 25 mars 2009, Paris

Le CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants et acteurs de l'Economie Sociale) vous invite à une rencontre autour du rapport du BIPE. Le BIPE, société d'études économiques et de conseil en stratégie certifiée OPQCM, présente « Visions à 30 ans d'une France engagée dans le développement durable », un rapport présenté à l'occasion de leur cinquantenaire.

L'ampleur de la crise actuelle, son caractère multidimensionnel et multicausal et sa globalisation inquiètent. Les bases de la croissance sont une nouvelle fois remises en cause, suscitant des interrogations légitimes sur le type de société que nous voulons, et sur nos échelles de valeur.

Mais au-delà des doutes exprimés sur la poursuite de la croissance telle que nous l'avons connue jusqu'ici, l'opinion publique est consciente que des problèmes encore plus fondamentaux se dessinent :

- nous vivons dans un monde de rareté
- la pollution est un risque majeur
- les enjeux sociaux sont présents, et vont, pour certains d'entre eux, se renforcer.

Dans ses domaines de compétence, le BIPE a mis son expertise au service du développement durable en engageant les analyses et les réflexions que nécessite une telle révolution économique et sociale.

L'étude a porté sur l'analyse de toutes les conséquences qu'aura une démarche de développement durable sur l'économie et la société en France et en Europe et révèle en particulier le rôle primordial des pouvoirs publics pour accompagner cette nouvelle croissance.

C'est le fruit de ces réflexions qui vous sera présenté lors de cette rencontre qui marque la reprise de leurs travaux sur le développement durable.

Pascal LE MERRER, Président associé du BIPE, Elisabeth ROCHA, Associée et vice présidente du BIPE coordinatrice du rapport et Pierre GRAPIN, co-rédacteur du rapport animeront les débats.

Cette rencontre se tiendra :

De 8h30 à 10h

Dans les locaux du GEMA

9 rue de Saint Petersburg - 75008 Paris

Métro : Europe ou Liège

Information / Inscription :

CJDES

Djamila HICHOUR, Chargée de missions

24 rue du Rocher- 75008 Paris

Tél : 01 42 93 55 65

Fax : 01 42 93 55 19

Email : djamila.cjdes@wanadoo.fr

Site web : www.cjdes.org



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ

国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org

Conférence-débat organisée par le GEMA et l'USGERES : « Employeurs de l'économie sociale : la diversité en action » Jeudi 26 mars 2009, Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Paris

Dans un contexte où les discriminations dans l'emploi sont encore importantes en France, 82 % des employeurs de l'économie sociale définissent d'abord la Responsabilité Sociale de l'Employeur comme un engagement en faveur de l'égalité, de la diversité et de la non-discrimination. Nos entreprises défendent une conception de la gouvernance économique qui met l'Homme au cœur des projets. Ce positionnement éthique doit s'incarner dans les pratiques des employeurs.

Dans ce cadre, le GEMA (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances) et l'USGERES (Union de Syndicats et Groupements d'Employeurs Représentatifs dans l'Economie Sociale), en tant qu'organisations fédérant plus de 60 000 employeurs, ont souhaité mener conjointement une action volontaire pour mesurer et faire progresser la diversité dans leurs branches et secteurs professionnels.

Cette volonté s'est notamment traduite par la signature d'un protocole d'accord, le 28 janvier 2008 avec le Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Ce protocole engage le GEMA et l'USGERES, en partenariat avec les services du ministère et l'Agence pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances (ACSE), à faire évoluer les pratiques de

recrutement et d'évolution professionnelle sur l'ensemble des motifs entendus au sens de la loi de novembre 2001 (âge, sexe, origine, handicap, activité syndicale...).

La conférence du 26 mars 2009 est une première étape. Elle se donne pour objectif de :

- * Faire le point sur la réalité des pratiques telles qu'elles ont été mesurées dans le courant de l'année 2008 ;
- * Donner la parole à des employeurs de l'économie sociale ;
- * Poser des premiers outils ;
- * Ouvrir des perspectives en termes d'engagements.

Cette rencontre se tiendra :

De 9h à 12h30

A l'Auditorium de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration,
Palais de la Porte Dorée,
293, avenue Daumesnil - 75012 Paris

Information / Inscription :

USGERES

Tél : 01 43 41 71 72

Site web : www.usgeres.fr

GEMA

Tél : 01 53 04 16 00

Site web : www.gema.fr



Conférence internationale de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social Du 16 au 18 avril 2009 - Prague, République tchèque

L'Union nationale des coopératives de production tchèques en collaboration avec l'Association Coopérative de la République tchèque, la Confédération des unions d'employeurs et entrepreneurs de la République tchèque et le Ministère du travail et des affaires sociales de la République tchèque organisent la prochaine conférence internationale de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social.

Elle se déroulera du 16 au 18 avril 2009, à Prague. **Le thème central de la conférence sera « l'économie sociale et l'entreprise sociale pour l'Europe du XXI^{ème} siècle ».**

Cette conférence fait partie intégrante du programme officiel des événements organisés par le gouvernement de la République tchèque dans le cadre de la Présidence tchèque de l'Union européenne.

La conférence internationale de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social n'est pas le premier événement que l'Union des coopératives de production tchèques et moraves organise sur ce thème. Déjà en 2002 - en collaboration avec l'Association nationale des coopératives de la République tchèque et la CECOP - elle a organisé la première conférence européenne sur l'économie sociale qui

s'est déroulée hors du territoire l'Europe des quinze de l'époque.

La problématique de l'économie sociale et de l'entreprise sociale se trouve aujourd'hui au premier plan et ce, plus particulièrement dans le contexte des conséquences et des impacts de la crise financière et économique que nous sommes en train de vivre.

C'est donc avec un intérêt d'autant plus grand que l'ICOSI participera à cette conférence, qui fait suite à celle co-organisée en novembre dernier à Strasbourg par l'ICOSI, le CEGES et Social Economy Europe.

Jean-Michel REYNAUD, Président délégué et Arnaud BREUIL, Directeur de l'ICOSI se rendront à Prague pour contribuer aux débats.

Les formulaires d'inscription à cette conférence sont disponibles sur le site web dédié : www.seconference.cz

Information :

Petra HEMROVA
FRACTAL, s. r. o.

Vinohradská 174, 130 00 Prague 3

Fax : +420 222 515 000

E-mail : social.economy@fractal.cz

Site web : www.seconference.cz



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ
国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org

IV^{ème} Forum international Globalisation de la Solidarité - Lux'09 « Une autre économie existe : les innovations de l'économie sociale et solidaire »

Du 22 au 25 avril 2009 - Schifflange, Luxembourg

Après Lima en 1997 et Québec en 2001, puis Dakar en 2005, le prochain Forum international Globalisation de la Solidarité aura lieu au Grand Duché de Luxembourg en 2009 (LUX'09). Quatrième du genre, il aura pour thématique spécifique : « Un autre économie existe, les innovations de l'Economie Sociale et Solidaire ».

Organisée par le RIPESS (Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire), cette manifestation sera un grand espace-forum de partage, de prospective et de construction politique pour faire gagner aux acteurs de l'économie sociale et solidaire en visibilité et en légitimité institutionnelle.

Le thème de la rencontre souligne que l'ESS est un « laboratoire d'innovations sociales », d'une grande richesse d'idées et de créativité.

LUX'09 sera ainsi l'occasion pour chacun des participants de profiter du potentiel de l'expérience acquise, d'en mesurer l'ampleur et de le démultiplier.

Mieux partager nos savoirs, nos savoir-faire et les rendre accessibles à tous est la meilleure façon de progresser dans la perspective et la philosophie dont nous sommes porteurs. C'est pourquoi tous les ateliers comportent quatre objectifs transversaux :

- * Coller de près aux réalités des acteurs de terrain, conjuguer les idées avec la pratique dans un souci de pragmatisme, s'enrichir des expériences de chacun avec les façons de faire et de penser des uns et des autres ;

- * Donner du sens à un fonctionnement en réseau et s'interroger sur la manière de le faire ;

- * Renforcer les liens, améliorer la qualité des relations entre acteurs, c'est ce qu'offre une occasion comme celle-ci, par région et entre régions, par pays et entre pays, par continent et entre continents, pour inventer ensemble de nouvelles initiatives ;

- * Valoriser la dimension novatrice de nos activités et faire de la prospective sur les défis qui nous attendent.

Information :

INEES : Institut Européen pour l'Economie Solidaire

1, rue du moulin

L- 3857 Schifflange – Luxembourg

Eric LAVILLUNIERE, Coordinateur général de LUX'09

Catherine VAN OUYTSEL : Chargée de mission Lux'09

E-mail : info@lux09.lu

Site web : www.lux09.lu